



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermeture de sites ArcelorMittal

Question au Gouvernement n° 239

Texte de la question

FERMETURE DE SITES ARCELORMITTAL

Mme la présidente . La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu . Delphine, Sébastien et leurs camarades des sites de Reims et de Denain d'ArcelorMittal voudraient travailler encore. Travailler encore, comme dans la belle chanson de Bernard Lavilliers, « forger l'acier rouge avec des mains d'or ». (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*)

Mme Clémentine Autain . Ah non, pas vous ! Quelle honte !

M. Alexis Corbière . Un peu de respect !

M. Nicolas Sansu. Mais quelle honte !

M. Sébastien Chenu . Oui, ArcelorMittal a annoncé la fermeture des sites de Reims et de Denain, laissant sur le carreau 134 salariés. Pour notre département du Nord, cette annonce cynique représente une énième désindustrialisation.

La réindustrialisation de notre pays est une illusion. Entre avril et août 2024, les annonces de fermeture ont été plus nombreuses que celles d'ouverture. Les politiques menées par les gouvernements successifs ont aggravé la situation. Le coût de l'énergie a explosé, handicapant notre compétitivité. Certains secteurs ont été fragilisés par les politiques européennes.

Avec Marine Le Pen (*Exclamations sur quelques bancs des groupes EPR, DR et HOR*),...

M. Jean-René Cazeneuve . Avec la censure !

M. Pierre Cordier . Voilà, il a gagné 10 euros !

M. Sébastien Chenunous proposons pourtant de sauver l'outil industriel français, plutôt que de voir notre pays transformé en friche à ciel ouvert. Nous proposons de réorienter la politique d'apprentissage vers les métiers de l'industrie.

M. Jean-Yves Bony . Vous proposez le chaos, voilà votre projet !

M. Sébastien Chenu . Nous proposons de développer une politique tournée vers des filières ciblées, c'est-à-dire l'inverse de la vôtre, qui est d'ailleurs dénoncée par la Cour des comptes dans son rapport. Nous proposons

de retrouver un prix de l'énergie cohérent.

M. Erwan Balanant . Quelle est la question ?

M. Sébastien Chenu . Des usines, ce sont des emplois à forte valeur ajoutée et des cotisations sociales. C'est un vrai levier de cohésion sociale. Comment ArcelorMittal compte-t-il sauver cet outil industriel ? Quelles perspectives comptez-vous offrir aux ouvriers de notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie . Vous nous interrogez sur les sites de Denain et de Reims gérés par la société ArcelorMittal, qui a annoncé un plan de réorganisation. Vous avez nommé 2 des 135 salariés ; je m'associe à leur inquiétude extraordinairement légitime, ainsi qu'à celle de l'ensemble des salariés concernés. Cette inquiétude est partagée par le gouvernement et par les services de l'État, qui reçoivent depuis plusieurs semaines la direction et les organisations syndicales pour trouver des solutions. Encore demain, ils recevront au plus haut niveau, avec mes équipes, l'ensemble de la direction de l'entreprise, pour qu'aucun salarié ne soit laissé de côté.

Il faut nous interroger sur la raison de ces fermetures de sites dans le secteur de la sidérurgie et de l'acier. Vous en avez mentionné certaines causes. Nous avons besoin d'une Europe forte en matière de sidérurgie et d'acier, parce que la surcapacité mondiale atteint 2,7 fois la capacité de production européenne et que la demande européenne d'acier a baissé de 25 %. Dans ce contexte, nous devons changer de langage avec nos partenaires et concurrents asiatiques, dont les pratiques de concurrence clairement déloyales et agressives appellent une réponse ferme et appropriée de l'Union européenne.

Cette réponse – c'est le sens de l'action qu'a menée le gouvernement ces dernières semaines – doit être double. Nous devons décarboner l'industrie au niveau européen et au niveau national. Premièrement, au niveau national, le Sénat a adopté par amendement 1,5 milliard d'euros de crédits pour soutenir des projets comme celui d'ArcelorMittal à Dunkerque. Il nous faut également assurer la compétitivité énergétique de la France grâce à l'industrie nucléaire et à la déclinaison de l'accord avec EDF, que nous devons poursuivre. Deuxièmement, au niveau européen, nous devons défendre le pacte pour une industrie propre. Pour cela, bien sûr, il faut raisonner en Européens. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 239

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 décembre 2024